

Un budget 2016 tout en sobriété

Finances

D'un montant de 9,5 milliards d'euros, le budget de la Ville a été adopté par le Conseil de Paris lors de sa séance de décembre. Cette année encore, le contexte économique et social reste tendu. Côté recettes, la baisse des dotations de l'État, liée à son plan d'économie amorcé l'année dernière, s'élève à 201 millions d'euros. Par ailleurs, la hausse de la péréquation, qui concerne les fonds et mécanismes de redistribution de richesses entre collectivités, se porte à 52 millions d'euros et celle des dépenses sociales obligatoires à 16 millions. Le bouclage du budget a, pour la deuxième année, imposé une mobilisation de toutes les directions en lien avec les élus pour identifier des nouvelles marges de manœuvre et sources d'économies. Des recettes supplémentaires, comme l'augmentation des droits de mutation dès le 1^{er} janvier, ont été retenues.

Réduire les dépenses de fonctionnement

Une attention particulière a été portée à la maîtrise des dépenses de fonctionnement, à l'instar du plan d'économie sans précédent mis en œuvre dès le budget de 2015. Cette année, 110 millions d'euros d'économies, par rapport à la trajectoire de dépenses initialement retenue, pourront être dégagés en appliquant la même philosophie qui consiste à optimiser les moyens d'intervention de la collectivité en recherchant des pistes innovantes, tout en maintenant la qualité du service public rendu aux Parisiens. Ces économies portent principalement sur le potentiel de mutualisation, de ré-internalisation et de rationalisation des dispositifs existants, ainsi que sur les

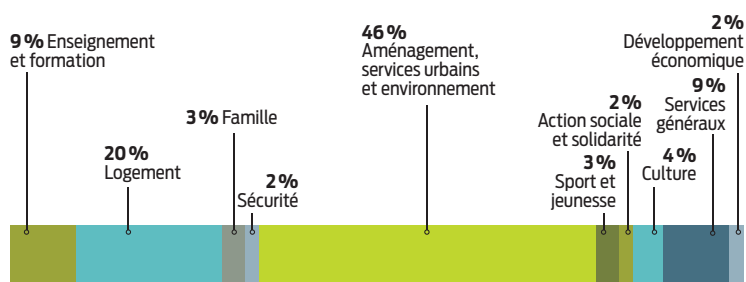
dépenses de l'administration : optimisation des dépenses de communication, de la politique d'achat et de l'entretien sur l'espace public.

Création de postes

Pour assurer un haut niveau de service public, le budget emploi de la Ville prévoit la création de 465 postes, notamment pour accompagner l'ouverture des nouveaux équipements, mais aussi dans les secteurs prioritaires de la petite enfance, de la propreté et de la sécurité. La mise en œuvre de réformes de grande ampleur dans le secteur périscolaire, avec l'aménagement des rythmes éducatifs et le contrat enfance jeunesse, s'accompagnera encore de recrutements d'adjoints d'animation. L'accent sera mis également sur l'amélioration des conditions de travail et du pouvoir d'achat des agents. Avec plus de 12 millions d'euros consacrés à la formation, la collectivité parisienne poursuivra son effort pour développer leurs compétences. Elle accompagnera la rénovation des restaurants administratifs et augmentera la part de l'alimentation durable dans les menus. Quant au nombre de promotions de grade, il progressera essentiellement pour les agents de catégorie C, le Conseil de Paris ayant approuvé les taux de promotion pour 2016-2018 qui devraient se traduire par 12 340 promotions pour cette période, soit 1 500 de plus par rapport à la période précédente.

En hausse de 13,5 % par rapport à 2015, mais autofinancés aux deux tiers, les investissements s'élèveront à 1,7 milliard d'euros. Les priorités iront aux aménagements urbains et aux transports, au logement, ainsi qu'à l'enseignement et à la formation. ●

Dépenses d'investissement (budget primitif 2016)



Tous les services participeront à l'exercice simulant une crue majeure de la Seine.



En cas de crue

Exercice

La Ville de Paris participera du 7 au 18 mars à l'exercice Sequana 2016 simulant une crue majeure de la Seine en Île-de-France, organisé par la préfecture de police de Paris et mobilisant plus de 130 partenaires publics et privés. La participation de la Ville à cet exercice revêtira deux aspects : l'implication de l'ensemble des directions en cellule centrale de crise de la direction de la Prévention et de la Protection (DPP), et la mise en place d'une communication importante (exposition sur les grilles de l'Hôtel de Ville, démonstration de l'installation de protections amovibles...) autour de l'événement afin de sensibiliser les Parisiens et les agents de la Ville au risque d'inondation.

La Ville se prépare depuis plusieurs années à faire face à ce risque majeur qui, s'il survenait, impacterait fortement la vie quotidienne des Parisiens (fermeture des transports en commun, coupures d'électricité...) et le fonctionnement de la collectivité (fermeture d'équipements...). Ainsi, en septembre dernier, la DPP avait déjà organisé un exercice, durant deux jours, auquel les services de la Ville et onze opérateurs des réseaux parisiens avaient participé. Au-delà du renforcement des liens avec les partenaires lors d'une période de crise, ces exercices permettent de révéler les forces et les faiblesses des dispositifs prévus, d'améliorer ces derniers en apportant des réponses plus adaptées. Ils permettent également de s'assurer de la fiabilité et de la cohérence des plans de continuité d'activité élaborés par chaque direction depuis 2013. ●